

# L'Humanité

*Proletaires de tous les pays,  
nations et peuples opprimés, unissez-vous !*



# rouge

1F

Adresse : B.P. 293  
75866 Paris Cedex 18  
C.C.P. 30 226 72 - La Source

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES  
MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

N° 317

Mercredi 3 septembre 1975

## S'UNIR POUR LUTTER ! AGIR POUR VAINCRE !

La nouvelle vient de tomber brutale : le groupe Bousnac annonce la fermeture de tous ses établissements de Normandie, jetant ainsi, froidement, 1 000 nouveaux travailleurs sur le pavé dans une région déjà durement touchée par le chômage : le seul département de la Seine Maritime compterait 60 000 chômeurs !

Dans les Vosges, la situation n'est pas meilleure : 6 000 travailleurs du textile ne travaillaient déjà plus que 32 heures par semaine. Leurs usines fermeront un mois entier pour ne réouvrir qu'en octobre sur la base de 24 H par semaine.

Notons que les femmes — dont le pourcentage d'inscription au chômage est déjà de 30 % supérieur à celui des hommes — seront particulièrement touchées par ces mesures.

Mais le chômage ne frappe pas seulement certaines régions ou certaines catégories de travailleurs. Son augmentation est permanente et générale : 6 % de chômeurs supplémentaires au cours du mois de juillet, dans la seule région parisienne, 63 % en un an ! Pour la première fois le chiffre du million de chômeurs « officiels » a été mentionné. Dans la pratique la moitié seulement d'entre eux perçoivent une indemnité quelconque. Moins de 10 % peuvent prétendre au maintien approximatif de leur salaire pendant un an. Telle est la dure réalité que tentait de masquer le battage fait par les dirigeants CGT autour des fameux — et trompeurs — accords sur l'emploi !

Voilà qui s'inscrit en faux contre tous les plans de relances de l'économie capitaliste qu'ils émanent de Giscard ou de Marchais.

Ceyrac, le patron des patrons, fait preuve, lui, d'une franchise cynique en menant cam-

pagne pour expliquer que « la fin du tunnel » n'est pas si proche. « De nouveaux licenciements seront inévitables », vient-il de déclarer. « En toutes hypothèses, l'effet des mesures de relance, même si elles étaient suffisantes, ne se fera pas sentir immédiatement ». Et il brandit des menaces : « Si les travailleurs tiennent à leur emploi, ils feraient bien d'accepter de se serrer un peu plus la ceinture » ! Il ose même faire appel à une prétendue « solidarité nationale » au nom de laquelle les travailleurs disposant d'un emploi freineraient leurs revendications de salaires pour permettre le financement d'allocations aux nouveaux chômeurs... Pendant que les monopoles, puisant largement dans les caisses de l'État, restructureraient paisiblement leurs profits !

Ainsi la crise économique capitaliste qui secoue l'économie de la bourgeoisie française est-elle plus aiguë que jamais malgré l'optimisme de façade qu'affichent tous ceux qui s'offrent à la sauver.

Mais leurs pièges sont trop grossiers et la classe ouvrière ne s'y laissera pas prendre. Déjà la combativité des travailleurs a connue, tout au long de l'été, une grande ampleur. N'a-t-on pas vu, en plein mois d'août, à travers la France, plus de quatre cent entreprises en grève, une quarantaine d'entre elles étant occupées par leurs ouvriers ? Un essor inégalé des luttes ouvrières se dessine et dès maintenant les marxistes-léninistes doivent se préparer à y jouer pleinement leur rôle en guidant la classe ouvrière et tous les travailleurs dans leurs grands combats contre le capitalisme, le révisionnisme. Que tous les révolutionnaires prolétariens s'unissent en déjouant les manœuvres et développent leurs forces rapidement pour être à la hauteur de la tâche historique de la révolution prolétarienne.

### ESPAGNE : UN ANTIFASCISTE ASSASSINE A SAINT SEBASTIEN

Au cours d'une manifestation de protestation tenue à la suite de l'annonce de la condamnation à mort de Garmandia et Otaegui la police franquiste a ouvert le feu et assassiné un jeune antifasciste. Ce nouveau crime ne fera que renforcer le mouvement de protestation en Espagne comme dans l'Europe entière.

### PRÉPARATIFS DE GUERRE :

#### Une nouvelle arme soviétique

Selon certaines informations les révisionnistes soviétiques sont en train de mettre au point une nouvelle fusée d'une portée de 4 000 kilomètres qui pourrait être pointée sur l'Europe, le Moyen-Orient et la Chine. Cet engin appelé « SSX20 » n'est pas concerné par les accords sur la prétendue limitation des armements stratégiques (SALT) entre l'URSS et les États-Unis.

#### Et une nouvelle arme américaine...

De leur côté les impérialistes américains pour ne pas être en reste face aux intenses préparatifs des sociaux-impérialistes soviétiques ont fait savoir discrètement à la presse qu'ils disposaient maintenant d'avions bombardiers B 1 équipés de têtes nucléaires sur des terrains de lancement secrets. Cette information « officieuse » constitue un nouvel avertissement à l'URSS.

La réalité quotidienne démontre que les phrases ronflantes sur la détente sont pour les gogos et qu'Helsinki n'a fait que laisser les mains un peu plus libres aux deux superpuissances notamment à l'URSS pour accélérer les préparatifs de guerre mondiale.

### ÉQUATEUR : ÉCHEC POUR L'IMPÉRIALISME U.S.

Une tentative de putsch a eu lieu lundi dans la capitale équatorienne, Quito. De violents combats se sont déroulés durant toute la journée et se sont soldés par la défaite des putschistes. Cette tentative de coup d'État était inspirée par l'impérialisme américain pour s'opposer à la volonté d'indépendance nationale de l'Équateur. On indique en particulier que ces derniers temps les compagnies pétrolières américaines avaient renforcé leurs pressions pour que l'Équateur se retire de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole.

## L'accident de car survenu à un groupe revenant d'Albanie

### SOLENNELLES OBSEQUES DES VICTIMES

Un accident de car est survenu à Zadar en Yougoslavie dans la nuit du 16 au 17 août à un groupe d'amis de l'Albanie. Celui-ci a fait trois blessés et coûté la vie à trois de nos camarades :

Richard SEIMANDI de Marseille, responsable du groupe, secrétaire politique d'une cellule du PCMLF ;

Viviane GIACOMINI de Marseille, membre des JCMLF et déléguée au Congrès des jeunes, admise au Parti à titre posthume ;

Monique MIEGE de Grenoble, membre d'un CDHR, admise au Parti à titre posthume.

Une cérémonie a eu lieu le samedi 23 août à Marseille à l'occasion de la levée des corps, en présence de 3 à 400 personnes, dans une atmosphère empreinte certes de tristesse mais aussi d'étroite solidarité entre les familles, les amis et les camarades de Richard, Monique et Viviane. Tous ont montré leur détermination de poursuivre le combat des trois disparus. Un membre du groupe, un camarade des JCMLF et le camarade Jacques Jurquet ont prononcé des allocutions.

Richard Seimandi a été inhumé immédiatement au cimetière St Pierre à Marseille, Monique Miege le dimanche 24 à Branceilles en Corèze en présence d'une nombreuse assistance et d'une délégation comprenant des camarades de Monique et des amis de l'Albanie de Grenoble, Marseille et Clermont-Ferrand. Un membre du groupe et le camarade Jacques Delrue ont prononcé une allocution. Viviane Giacomini, issue d'une famille de résistants, a été inhumée pour sa part le dimanche 24 dans le petit village de Petreto, haut lieu de la résistance corse, en présence de plus de 1 000 personnes et d'une délégation comprenant des amis de l'Albanie, des JCMLF, des camarades, à laquelle participait le camarade Alain Castan, une allocution a été prononcée. La délégation a été accueillie extrêmement chaleureusement par la famille et la population.

Notre journal en cette occasion adresse aux familles et aux camarades de Richard, Monique et Viviane l'expression de son affection et de sa solidarité.

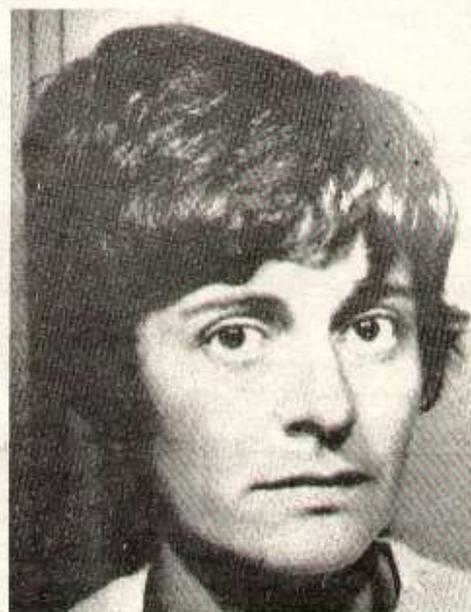
Nous publions l'allocution de Jacques Jurquet au nom des communistes marxistes-léninistes prononcée le 23 août à Marseille.



RICHARD SEIMANDI



VIVIANE GIACOMINI



MONIQUE MIEGE

Livrer cent batailles politiques ou syndicales parmi les plus difficiles est plus facile que d'avoir à prononcer quelques mots devant les cercueils de camarades qui nous sont ravis au début de leurs vies militantes, dans la fleur de leur jeunesse.

Mais nous sommes des communistes et tous trois étaient nos camarades.

Au nom de la Direction politique des communistes marxistes-léninistes de France, nous nous inclinons devant eux avec la plus vive émotion, avec la plus profonde fraternité.

Monique était militante d'un Comité de défense de l'Humanité rouge de Grenoble ; son entrée au parti était envisagée dans une période prochaine.

Viviane était militante du Cercle des jeunes communistes marxistes-léninistes de Marseille. Elle avait été déléguée au Congrès constitutif de Paris. Elle avait été élevée dans une atmosphère de lutte pour la justice et la liberté au cours de son enfance et de sa jeunesse en Corse.

Richard était secrétaire politique de la cellule Georges Politzer de la vallée de l'Huveaune du Parti communiste marxiste-léniniste de France. Enfant de St Loup, il avait aussi bénéficié d'une formation communiste dès son plus jeune âge dans l'un des quartiers de Marseille les plus populaires, les plus prolétariens. Délégué du personnel de l'entreprise Apave, il était aussi militant syndicaliste apprécié par ses camarades de travail. C'était un authentique enfant du peuple.

Dans son célèbre ouvrage de 1944 «Servir le peuple», Mao Tsé toung a déclaré : «Tout homme doit mourir un jour, mais toutes les morts n'ont pas la même signification... Mourir pour les intérêts du peuple a plus de poids que le mont Taichan».

Monique, Viviane et Richard ont justement trouvé la mort tragique que l'on sait alors qu'ils participaient à une activité militante, au service du peuple. Richard en particulier assumait la fonction de responsable du

groupe qui venait de visiter sur place la République populaire d'Albanie.

A leur dernière heure, nous pouvons être certains qu'ils avaient dans leur cœur la joie d'avoir accompli leur tâche, nous pouvons être certains qu'ils avaient dans leur esprit l'enthousiasme d'avoir découvert un authentique pays socialiste, d'avoir rencontré un peuple révolutionnaire, chaleureux et internationaliste. Ils revenaient remplis du bonheur qui pénètre tout militant communiste quand il agit collectivement avec ses camarades, avec ses amis, au milieu du peuple.

Tous trois appartenaient à des familles de travailleurs honnêtes et modestes. Certains de leurs parents avaient milité autrefois en tant que communistes et dans la Résistance. A ces familles, aux mamans, aux pères et époux si durement éprouvés, le parti communiste de leurs enfants exprime ses condoléances, sa solidarité sans réserve et les assure qu'il restera toujours auprès d'eux.

Hier, le Bureau politique du Parti communiste marxiste-léniniste de France a décidé d'accorder la qualité de membres titulaires du parti à titre posthume à Monique et à Viviane. Les noms de Richard SEIMANDI, Monique MIEGE et Viviane GIACOMINI seront attribués à des cellules du parti afin de perpétuer leur souvenir de militants exemplaires.

Il faut maintenant transformer notre douleur en force militante, il faut faire ce qu'auraient désiré nos trois camarades : refouler nos larmes et poursuivre la lutte jusqu'au bout, pour la réalisation de leur idéal qui est aussi le nôtre, jusqu'à la victoire de la révolution prolétarienne et l'instauration du socialisme dans notre pays.

Camarades Monique MIEGE, Viviane GIACOMINI, et Richard SEIMANDI, vous saviez déjà que les communistes ne meurent jamais. Vous resterez toujours présents dans les luttes de vos camarades, dans les luttes de votre parti.

# lutte syndicale

Au congrès CGT du bâtiment et travaux publics de Bayonne, tenu le 26 octobre 1974, les dirigeants révisionnistes de la CGT avaient retiré au camarade Morcade ses responsabilités de secrétaire du bâtiment CGT de la région de Bayonne. Au début de l'année 1975 nous avions publié dans le No 9 de la revue «Prolétariat», les principaux extraits du rapport présenté au congrès par le camarade, ainsi que les principaux extraits du contre-rapport du bureau CGT de la construction Côte basque.

Aujourd'hui, le camarade a diffusé un texte adressé aux travailleurs de son entreprise (plomberie «Les-parre» à Anglet, près de Bayonne), expliquant pourquoi il décidait de quitter la CGT (pour entrer à la CFDT). Il rappelle que «lors de ce congrès, il a beaucoup été question de démocratie à la CGT, mais au juste qu'est ce que cela veut dire ?

«Vous avez d'ailleurs pu vous en rendre compte lors de l'élection du Bureau où il n'a pas fallu moins de trois votes différents pour aboutir à une élection «maison» puisque en plus de moi une autre militante a été écartée du Bureau sans doute au nom de la démocratie à la CGT.

«Tout ceci est à mettre à l'actif d'éléments «responsables» agissant idéologiquement à l'intérieur de la CGT (eux en ont le droit !! afin de mieux contrôler les masses. En cherchant un peu à comprendre vous vous rendrez compte qu'ils occupent

les postes clés de toutes les organisations de la CGT pouvant ainsi «orienter» à leur guise et faire passer toutes les décisions prises au «sommet» par leurs leaders politiques après quoi ils prétendraient nous donner des leçons de démocratie et de liberté !!!

Le camarade, en temps que secrétaire du syndicat du bâtiment s'est toujours préoccupé de défendre les intérêts fondamentaux de la classe ouvrière, ses intérêts immédiats. Par exemple, il s'est battu contre la signature par les dirigeants CGT sur le plan régional, d'un accord portant sur la diminution de la prime de panier. Dans son rapport il indiquait : «Dans cet accord nettement favorable pour les patrons, l'ouvrier perd au 1er mai 1975, 2,43 F par jour, somme qui ne fera qu'augmenter au fur et à mesure des accords paritaires puisque le panier varie en pourcentage.»

Dans son texte récent il indique qu'au 1er juillet 1975, la diminution pour l'ouvrier est 2,92 F par jour, soit 60 F par mois. Il poursuit :

«Nos dirigeants ne se sont pourtant pas arrêtés en si bon chemin, ils ont encore été plus loin car la CGT sur le plan régional a signé le barème des salaires applicables au 1er juillet 1975, barème favorisant les grosses catégories et défavorisant le manœuvre et les O.S. Il faut savoir qu'avant la signature de cet accord par la CGT trois catégories étaient

déjà au dessous du SMIC, maintenant cela fait quatre (...)

«La CGT dont la revendication salariale est actuellement de 1 700 F par mois pour 40 heures et pour le manœuvre a donc signé à... 1 044 F. Encore une fois nous pouvons nous rendre compte comment et de quelle manière nos responsables qui représentent la CGT défendent nos intérêts. Maintenant ils s'associent à FO pour mieux défendre et préserver... les intérêts patronaux (...)

«Je souhaite que la grande majorité des travailleurs demande des explications sur cette attitude quelque peu étrange de la part d'une organisation ouvrière qui signe un accord de salaire à 700 F en dessous de sa propre revendication.»

Notons qu'au congrès, le bureau de la construction appelait à agir dans deux directions, notamment pour la satisfaction immédiate des objectifs prioritaires, parmi lesquels le salaire minimum à 1 500 F. Ainsi ils ont vite fait d'oublier ce qu'ils ont signé.

«Est-ce là le sérieux de nos dirigeants (demande Morcade) et peuvent ils parler vraiment d'organisation «démocratique et responsable» alors qu'ils font exactement le contraire de ce qu'ils proposent aux travailleurs. Ce sont là, camarades, des méthodes que je réprime et que je ne peux cautionner. Comment effectivement un travailleur peut-il faire confiance à une organisation qui fait tout pour diminuer son pouvoir d'achat et qui

en surplus n'accepte pas de se battre sur les revendications des travailleurs puisqu'elle signe n'importe quoi sans que cela lui pose question. Dans leur rapport nos dirigeants disent «il est possible d'imposer des changements économiques et «politiques profonds» en France.»

Il est certain que ce n'est pas en s'opposant aux intérêts des ouvriers comme ils le font. Toutes leurs paroles mielleuses ne peuvent empêcher les travailleurs de voir dans la pratique ce qu'ils sont capables de faire, car les travailleurs jugent sur les actes.

«Camarades, vous comprendrez aisément pourquoi d'une part je dénonce ces faits scandaleux qui portent atteinte à la dignité humaine et que d'autre part je ne puisse plus continuer de m'associer à de tels procédés qui visent à soustraire à la CGT toute action combattive et cela nous ne pouvons l'accepter.»

La lutte dans les syndicats est une bataille de classe, entre la ligne prolétarienne et la ligne révisionniste. Il nous faut lutter jusqu'au bout, à l'intérieur des syndicats, afin d'arracher la classe ouvrière à l'influence anti-ouvrière et anticommuniste du révisionnisme moderne. Nous n'avons à craindre ni les calomnies, ni les exclusions mais au contraire nous appuyer toujours plus sur les masses, en défendant sans répit leurs intérêts.

La dénonciation des trahisons révisionnistes se fait d'autant mieux que l'on s'appuie sur les masses.

## L'UNION SOVIETIQUE ATTISE LA GUERRE CIVILE EN ANGOLA

«La guerre civile s'intensifie en Angola ; l'espoir et l'enthousiasme qu'avait suscités la victoire du peuple angolais sur le vieux colonialisme portugais ont fait place à l'affrontement. C'est une situation sérieuse qui affecte le peuple angolais et les peuples de l'Afrique tout entière. Pourquoi en être arrivés là ? Qui a provoqué et attisé le feu en Angola ? Voilà la question à poser d'emblée.

Pendant des années le peuple angolais a lutté pour sa libération contre les colonialistes portugais ; sa lutte armée a été longue et difficile. Trois organisations de libération fondées dans les années 60, le MPLA, le FNLA et l'UNITA l'ont conduite ; des différences historiques, régionales et tribales existent entre elles mais leur objectif est commun : conquérir l'indépendance de l'Angola.

En janvier 75, elles se sont unies pour imposer au gouvernement portugais l'indépendance de l'Angola ; un gouvernement de transition commun avait été constitué ; l'indépen-

dance totale devait intervenir en novembre prochain. Aujourd'hui, les mouvements de libération sont divisés et sont passés à l'affrontement armé.

Une fois encore, ce sont les deux superpuissances et principalement le social-impérialisme soviétique qui a attisé leurs contradictions et mis de l'huile sur le feu. Première machination : saboter l'unité entre les trois organisations. Les journaux soviétiques «la Pravda», «les Izvestia» ou «les Temps nouveaux» n'ont eu de cesse ces derniers mois d'opposer l'une des organisations, le MPLA, qualifiée de «révolutionnaire» et de «patriotique» aux deux autres taxées d'être des «forces de la droite» et «réactionnaires». Et de préconiser, dans «la Pravda» du 15 juillet «le transfert du pouvoir politique dans les mains des représentants des forces patriotiques». De telles appréciations ont précédé la guerre civile de grande envergure en Angola.

Autre machination soviétique : la livraison d'une grande quantité

d'armes à l'Angola pour soutenir une organisation contre les autres, les Soviétiques envoient des fusils, des mortiers, des lance-roquettes, des blindés et des missiles Sam-7. Depuis avril, deux bateaux russes chargés d'armes arrivent par semaine. Jamais Moscou n'a été si «généreux» dans sa livraison d'armes lors de la lutte armée contre le colonialisme portugais en dépit de l'accord de janvier 75 supprimant la livraison d'armes. Des «conseillers» soviétiques dirigent discrètement certaines opérations militaires. A Lobito, sur la côte ouest, des bâtiments de guerre sont allés jusqu'à lancer des roquettes sur les forces armées d'une autre organisation de libération de l'Angola.

Pourquoi ces machinations de l'impérialisme soviétique, sinon pour s'infiltrer en Angola riche en ressources naturelles et de grande importance stratégique en Afrique, et ceci à la faveur de la guerre civile. Aujourd'hui la guerre civile s'est étendue de Luanda et Lobito, à de nombreuses régions de l'Angola ; et l'indépendance du peuple angolais est gravement menacée. Le 14 août, les autorités portugaises ont décidé de reprendre en mains l'administration du pays ; le 29 août, elles ont annoncé officiellement la suspension de l'accord d'Alvot de janvier 75 sur l'indépendance de l'Angola.

On voit où conduisent les manœuvres soviétiques : attiser le feu, diviser le pays pour le contrôler et derrière la question angolaise, diviser les pays africains entre eux.

Les pays africains ont déjà riposté à cette tactique impérialiste ; à la récente conférence au sommet de

l'OUA (Organisation de l'unité africaine) ils ont décidé de faire porter leurs efforts en vue d'aider à résoudre les divergences entre les trois mouvements. Le peuple angolais quant à lui, sait une chose : il y a trois mouvements, mais un seul peuple et c'est la cause de sa libération qui réunit ses espoirs et ses combats.

IL Y A TRENTE ANS...  
LE 8 MAI 1945  
par Mahfoud Kaddache



Le 8 mai 1945, ce n'était pas seulement la libération de la France, c'est l'anniversaire du massacre dans le Constantinois (Algérie) déclenché par les colonialistes français. La collection «Tiers monde en lutte» des éditions du Centenaire publie un article de Mahfoud Kaddache, historien algérien, publié en juin 1975, dans «Algérie-actualités». La présentation est de Jacques Jurquet.



Prix : 4 F.  
E-100  
B.P. 120  
75962 Paris Cedex 20

### ATTENTION

Nouvelle adresse postale :  
L'HUMANITÉ ROUGE  
BP 293 - 75866 Paris Cedex 18  
CCP inchangé :

L'HUMANITÉ ROUGE : No 30 226 - 72 - Centre : La Source

Nous rappelons à tous nos abonnés que les trois chiffres figurant sur la bande-adresse de leur journal est celui du dernier numéro de leur abonnement. Nous les prions de se réabonner au moins huit jours à l'avance de façon à ce qu'il n'y ait pas d'arrêt dans leur envoi.

(l'administration)

# LA NOUVELLE PHASE DE LA LUTTE DU PEUPLE ESPAGNOL ET DU FRONT REVOLUTIONNAIRE ANTIFASCISTE ET PATRIOTE (FRAP)

*Nous publions ici de larges extraits d'une déclaration du FRAP.*

« Les exécutions et les actions violentes dirigées contre des locaux des centres officiels correspondent à la nécessité pour le peuple espagnol de se libérer de la dictature franquiste qui depuis presque 40 ans maintient les peuples d'Espagne soumis au fascisme, au moyen de la terreur et de la violence, en les privant des droits les plus élémentaires.

« Comme les faits le démontrent chaque jour, il n'y a eu et il ne peut y avoir aucune évolution de la dictature vers des formes démocratiques de gouvernement, au contraire. La "loi sur les associations", le décret sur la grève, entre autres, confirment que la dictature conserve le monopole politique dans tous les domaines, en privant de tout droit économique, politique et social l'immense majorité des peuples d'Espagne. » (...)

« Le FRAP a organisé, impulsé et dirigé d'importantes grèves, manifestations et actions de tous genres sans oublier la longue grève générale de l'automne dernier à laquelle ont participé plus de 500 000 travailleurs dans tous les points du pays, il s'est trouvé présent dans les différents mouvements et grèves de différents secteurs professionnels au début de l'année.

« Le FRAP ne peut participer aux rassemblements de la «Junta» et de la «Convergencia» parce que, entre autres choses, ni l'une ni l'autre ne représente une vraie force politique populaire quels que soient les sigles

qui les composent, au contraire. Deuxièmement, parce qu'elles sont favorables à une solution monarchiste comme issue à la dictature, en la personne de Juan de Borbon (ou même du pantin Juan Carlos). Et au lieu de la lutte, elles préconisent la réconciliation avec des secteurs réactionnaires de l'oligarchie, ennemie du peuple.

« Le FRAP est républicain et anti-yankee. La «Junta» et la «Convergencia» se proclament implicitement pour la monarchie et favorables à ce que les Yankees puissent demeurer dans notre patrie. D'autre part, M. Santiago Carrillo, leader de la «Junta» est un représentant de la politique des sociaux-impérialistes russes en Espagne, et il approuve totalement la politique extérieure de l'Union soviétique, ce qui équivaut à être d'accord avec les plans d'expansion et d'agression des dirigeants actuels de l'Union soviétique contre les peuples d'Europe, y compris l'Espagne, et du reste du monde.

« Le FRAP lutte pour une Espagne libre, républicaine et indépendante de toute hégémonie ; et de même qu'il s'oppose et luttera par tous les moyens contre l'impérialisme américain, il s'opposera avec vigueur et par tous les moyens aux prétentions hégémoniques des sociaux-impérialistes russes, pour ce qui se réfère à l'Espagne.

« Les 7 condamnations à mort qui pèsent d'une façon imminente sur la vie de 5 antifranquistes accusés d'être membres du FRAP et auteurs de l'exécution d'un policier armé franquiste, et de deux mem-

bres de l'ETA, Carmendia et Otaegui, représentent pour la dictature franquiste une nouvelle tentative pour étouffer dans le sang la lutte chaque jour plus importante de tous les peuples d'Espagne. Face à une dictature fasciste, il n'y a que la violence révolutionnaire pour la renverser, comme l'a démontré l'histoire des peuples dans le monde entier. La terreur en Espagne émane du gouvernement de Franco et Arias Navarro. La violence a été et est l'arme principale de pouvoir du franquisme. Tout le reste ne sont que des mystifications. En Espagne, il n'y a ni paix ni tranquillité pour le peuple depuis 1939.

« Le récent décret-loi franquiste contre les délits de terrorisme et de subversion contre la paix sociale et la sécurité personnelle, en prolongeant officiellement le délai de garde à vue des détenus dans les commissariats de police, en permettant la violation de domicile à tout moment, en menaçant les journalistes, et en éliminant les garanties juridiques des détenus, déjà minimales et formelles, ne change rien de fondamental par rapport à la situation actuelle de la répression. La plupart des détenus du FRAP sont restés pendant plus de huit jours dans les cachots de la police où pendant ce temps ils ont été torturés continuellement. Le même sort a été réservé aux membres de l'ETA, aux anarchistes, aux nationalistes galiciens et catalans et à d'autres. Ce décret-loi, qui vise à terroriser les masses populaires n'empêchera pas le développement impétueux de la lutte populaire révolutionnaire.

« Pour ce qui se réfère au dossier d'instruction des 5 otages pris au FRAP, aux tortures sauvages qu'ils ont subies à la DGS pendant huit jours et aux procédés arbitraires dont ils ont été victimes après leur incarcération, nous devons dénoncer les mesures prises pour empêcher qu'ils communiquent normalement avec leurs avocats défenseurs, la «rapidité» dont a fait preuve le tribunal militaire, qui a fait fi de ses propres normes et n'a donné qu'un délai de 10 jours aux défenseurs pour qu'ils prennent connaissance du dossier d'instruction, délai qui a pris fin le dimanche 24. Il en résulte que le «procès» peut avoir lieu à tout moment, à partir d'aujourd'hui, 27 août. Nous dénonçons de même les méthodes du procureur militaire qui a clos le dossier d'instruction en 24 heures, sans même avoir procédé aux interrogatoires des détenus. Tout cela prouve qu'il s'agit pour la dictature, d'otages sur lesquels elle se venge.

« Le FRAP veut sensibiliser et mobiliser l'opinion publique de France et de toute l'Europe sur la nécessité d'empêcher que la dictature assassine les combattants du FRAP, de l'ETA, et d'autres. Si l'on permet que la dictature assassine impunément des antifascistes, on facilite la consolidation d'un régime pourri, ultime bastion du nazi-fascisme en Europe. Il est nécessaire de mobiliser le peuple français pour sauver la vie de tous les combattants antifascistes menacés de mort et aider le peuple espagnol dans sa lutte pour en finir une fois pour toute avec le fascisme en Espagne. »

## SUCCEES DE LA GREVE GENERALE EN CORSE

La Corse le 1er septembre devait fermer ses portes ; les ouvriers, les paysans-travailleurs, les petits commerçants et artisans répondaient massivement au mot d'ordre lancé par le «Comité anti-répression» constitué par diverses organisations syndicales et politiques, à la suite de l'intervention violente des hordes policières débarquées à la hâte du continent, voici plus d'une semaine.

Un rassemblement de plusieurs milliers de travailleurs, notamment de petits paysans viticulteurs, avait lieu l'après-midi à Ghisonaccia en plaine orientale, près d'Aléria, pour rétablir la vérité sur la répression du mouvement revendicatif viticole et la libération des emprisonnés. Venus de la montagne et de la vallée, les paysans ont largement approuvé le mot d'ordre d'action immédiate, tandis qu'ils rejetaient avec la même fougue ceux visant à «apaiser les esprits».

Le nouveau préfet — originaire de l'île — plus malin que son prédécesseur devait cacher ses flics et ses gendarmes. A Bastia on vit les tueurs

des prétendues «brigades antigang» traîner dans les rues déguisés en touristes étrangers... En fin de journée, la cave d'un viticulteur capitaliste à Aléria — celle où 2 500 «courageux» CRS avaient encerclé l'autre semaine 50 paysans corses en armes — fut embrasée par les flammes en signe de protestation contre les trafics et spéculations des 300 viticulteurs capitalistes qui reposent sur la misère de 4 300 petits.

Les paysans — dont le taux d'exode rural est le plus fort du pays — du fait de l'insularité subissent des prix de marché bas, tandis que les prix des produits industriels est encore plus cher que sur le continent. Chacun se rend compte que la politique des monopoles capitalistes n'a fait que renforcer cette situation et beaucoup sont déterminés à combattre contre cet Etat qui les représente. C'est ce que devait démontrer cette journée.

L'Etat et son gouvernement sont inquiets et ce n'est pas sans raison.

Les mesures d'apaisement sont ressenties comme de la poudre aux yeux,

car les forces policières débarquent tous les jours sur l'île.

Dans ce sauve-qui-peut général, on voit bien une fois de plus de quel côté se situe la prétendue gauche. D'abord, les quatre députés radicaux (sur cinq) n'ont cessé depuis le premier jour d'appeler à baisser les bras devant la répression.

Ensuite, c'est la direction du parti de Marchais qui s'oppose ouvertement au mot d'ordre de grève générale du 1er septembre, prétextant la «limite de cette action» et la prétendue «faiblesse de ces démonstrations».

La vérité est pourtant bien différente, ce parti, comme tous les autres partis bourgeois, a peur du développement du mouvement de masse et veut ainsi briser les aspirations révolutionnaires des travailleurs corses.

Mais, on l'a vu, pas même ces manœuvres n'y sont parvenues.

En Corse aujourd'hui, l'heure est à la lutte.

**FRANCO VEUT ASSASSINER CINQ MILITANTS DU FRAP. IL FAUT L'EN EMPECHER !**

**Samedi 6 septembre**

**A l'appel du FRAP, de l'Humanité Rouge, de la Jeunesse communiste marxiste léniniste de France,**

**Manifestez en masse à 16 heures au métro Trinité**